



Verbatim 1^{er} Session Lancement du Forum BioRESP – 1^{er} juin 2017

Gilles Trystram, directeur d'AgroParisTech

La bioéconomie ne comprend pas que les bioraffineries, les usages forestiers mais bien aussi l'alimentation. Elle fait appel aux ressources renouvelables, aux chaînes de valeur (quelles valeurs ?) à la durabilité, la transformabilité. Elle s'inscrit dans un contexte de transitions multiples, comportementales et économiques. Un **regard systémique** est à forger pour questionner les usages, et l'éventuelle circularité

Quel est l'impact recherché ? relocalisation d'activités ? recherche de cohérence ?

Ingénierie territoriale et dispositif à partager avec sa dimension SHS – sujet qui fait bouger les catégories

Dorothee Browaeys, cofondatrice du Forum BioRESP

Dorothee Browaeys présente le Forum BioRESP comme un dialogue de parties prenantes pérenne pour mobiliser des nouvelles énergies dans une recherche de cohérence

Ce 1^{er} Forum a vocation à collecter les contributions avec un point de départ centré sur le risque de l'inaction due aux injonctions contradictoires (outils éco, externalités, usage durable des biomasses...)

1^{ere} partie avec 6 invités (1 absent) issus des diverses communautés concernées par la BE pour examiner « Comment forger une dynamique cohérente »

Pierre-Alain Schieb cofondateur du Forum BioRESP

Pierre-Alain Schieb présente un travail de prospective dont les résultats ont été publiés dans le livre « *Compétitivité et soutenabilité de la bioéconomie à l'horizon 2050* »

La compétitivité présente et future de la bioéconomie en Europe dépend beaucoup du niveau des prix relatifs entre les ressources fossiles (pétrole, gaz, charbon) et les ressources renouvelables issues de la biomasse.

A l'aide du modèle GCAM 3.2 Biotech, il a été possible de simuler l'impact sur la consommation et la production de biomasse selon trois scénarios : un scénario de référence avec un prix du baril de pétrole à 45 US\$, un second scénario avec un prix de 80 US\$ le baril, et un scénario de mise en exploitation du gaz de schiste en Europe à partir de 2020.

Une partie des résultats paraît favorable à la bioéconomie : maintien ou accroissement de la production de blé ou des oléagineux en Europe par exemple. Dans le domaine de l'énergie forte progression de l'éolien ou de solaire. Par contre dans l'état actuel des politiques publiques (pas de taxe carbone, peu de soutiens directs, subventions indirectes aux énergies fossiles) les prix du pétrole, du gaz et du charbon ne permettent pas en Europe à une bioéconomie de se développer. D'une façon, largement indépendante des scénarios l'Europe deviendrait un consommateur croissant de

charbon et de gaz naturel, La biomasse européenne elle-même ne pourrait satisfaire les besoins à des prix compétitifs et on peut donc en conclure que l'importation de biomasse (huile de palme, glucose, bois) serait le recours nécessaire.

Bien entendu les résultats de ces scénarios ne sont en aucune manière inéluctables, et il faudrait donc se poser la question si ils ne sont pas désirables d'un plan d'action pour assurer une transition bioéconomique plausible.

Cibles discutées – 400 à 1000 bioraffineries – 37 bioraffineries aujourd'hui en Europe alors qu'il en faudrait 400. Aux Etats Unis, il y en a 280 (de bioéthanol)

- volatilité des prix très forte
- conséquences inattendues des substitutions entre ressources fossiles et biomasses

Les résultats du modèle GCAM (développé par le DOE américain) ne tiennent pas compte des chocs (ruptures technos). Cette prospective a été faite pour différents scénarios (avec prix du baril de pétrole différents). Elle aboutit à des estimations de consommations d'énergies par source pour l'Europe : on constate que l'on va assister à une importation accrue de charbon et de biomasses peu chères tandis que la production de betterave pourrait chuter de 40% (voir les précisions sur le PPT de PA Schieb).

En conclusion, force est de constater qu'il va falloir un fort volontarisme pour orienter autrement le futur et réaliser une réelle transition

Réactions des 6 acteurs (Table ronde – absence de Maximin Charpentier)

Jean-David Abel (collège ONG) : La vision présentée est économique basée sur les concurrence. Ce sont des scénarii hors sol. L'Etat des lieux doit être générale et intégrer d'autres facteurs : la concurrence n'est pas liée à l'accès, il faut qu'elle soit fondée sur sa reproductibilité.

Il faut que nous développons des encadrements locaux, nationaux, européens, mondiaux... sinon on laisse jouer la concurrence de tous contre tous.

Le modèle actuel n'est pas durable, l'enjeu de développement territorial est central ainsi que celui de la mise en concurrence internationale des bioressources.

Il y a des concurrence entre enjeux : donc il nous faut hiérarchiser. L'OCDE nous produit cela. Le climat, la démographie, l'alimentation. ; ces questions ne sont pas négociables !

Dans son rapport intitulé « Vers une bioéconomie durable » le Conseil économique sociale et environnemental (CESE) propose

- des critères de durabilité
- des scénarios prospectifs d'usages des bioressources (productions, accès, usages...)
- un développement territorial à partir de bioressources (garantir des tarifs – stabilité sans courts circuits par autres territoires)
- des pratiques démocratiques (mise en débats) face aux controverses.

Jean-Marc Callois (collège académique)

Le sujet de la BE est structurant comme la digitalisation, les nouvelles technologies. Il est multisecteurs

Optimisation des chaînes de valeur

Substituabilité des ressources en hypothèse

Structures d'incitations avec externalités, délocalisations : il faut des approches par filières

Tourisme et biodiversité / Santé et cadre de vie : pas négligeables

Potentiel 500 000 emplois

Il faut changer les modèles d'incitation pour réconcilier les 3 aspects du DD

Dominique Plumail (collège territoires)

Homme de terrain au service des collectivités. La chaleur renouvelable se développe depuis 2006 (avec TVA réduite à 5,5%) = 270 réseaux de chaleur, essentiellement bois-énergie et l'incinération des déchets dans les grandes villes.

Concurrence d'usages : 120 millions de tonnes biomasse forêt ONF – Pb forêt privée capitalisée mais prix pas assez important

Le problème des importations de bois ; faire traverser à 7 euros la tonne l'Atlantique est scandaleux L'économie du bois doit être partiellement relocalisée – vrai pb à organiser les filières bois

Yvon Le Hénaff (collège innovation)

Betterave – on a fait une politique européenne en 1977. Migration des productions de sucre vers le nord. On a 30% de sucre en trop

Biocarburants : on a changé de cap ! et donc on remet en cause des investissements lourds alors que l'impact environnemental des biocarburants 1G ou 2G est très mauvais
Donc attention à ne pas changer des priorités trop aisément

Actuellement produits de biocontrôle pour diminuer les produits issus de la chimie du pétrole : substitution par du vivant (bactéries..) programmes de recherche lancés depuis 5 ans avec débouchés prévus dans 2 ou 3 ans

Objectifs : création de valeur à partir de biomasse

Travail en lien étroit avec l'IAR, Pôle de compétitivité à vocation industrielle

Laetitia Gerbé (collège industriel) IAR et Tereos

Il existe des industriels très divers en BE : branchés à différents niveaux de chaîne de valeur

Tereos : Industrie de la transfo de la matière première

Enjeu principal est l'alimentation, nourrir la population mondiale

Ensuite on valorise quantité de sous-produits (co-produits) comme les mélasses, les pulpes de betterave dans alimentation du bétail... Bref, la bioéconomie ca existe déjà. On peut lister les enjeux de son développement :

1^{er} enjeu : encourager la production de matière première et sa valorisation – PP c'est l'Europe

2^e enjeu : R&D et investissements pour favoriser de nouveaux usages et débouchés

3^e enjeu : développement transversal

4^e enjeu réussir le dialogue

Le driver aujourd'hui c'est la performance technique : isoperformance, isoprix, donc il faut raisonner système et donc dialogue entre PP

Bertrand Rigal (collège pouvoirs publics)

La Communauté urbaine du Grand Reims abrite 143 000 habitants.

En 1983, la ville de Reims s'est mobilisée pour transformer la jachère industrielle en Pôle de compétitivité (Picardie et C-A). Depuis 2005 elle participe au financement de 3 chaires . Aujourd'hui 4 millions de tonnes de biomasse – 5 000 emplois directs et indirects. La valeur ajoutée est principalement ailleurs que dans l'énergie

Je souhaite faire référence à John Bell, le responsable Bioéconomie à la Commission européenne qui considère que nous pouvons créer des emplois localement avec les bioraffineries. Nous avons conçu un espace dédié à la bioéconomie qui s'appelle la Ferme 112 où se tiennent des expérimentations pour innover de manière durable et échanger avec les citoyens